CANADA LANDS COMPANY **CLC LIMITED**

PRIVACY ACT ANNUAL REPORT FOR REPORTING PERIOD OF APRIL 1, 2023 TO MARCH 31, 2024

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS RAPPORT ANNUEL POUR LA PÉRIODE DU 1er AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024

Introduction

The Privacy Act came into force in 1983. It gives Canadian citizens and people present in Canada the right to have access to information that is held about them by the federal government. It also protects unauthorized disclosure of that personal information. In addition, it strictly controls how the government will collect, use, store, disclose and dispose of any personal information.

In accordance with the provisions of section 72. Canada Lands Company CLC Limited (CLC) has prepared its annual report on the administration of this act and the annual report will be tabled in Parliament.

During the reporting period, CLC did not enter into any service agreements.

Mandate of Canada Lands Company CLC Mandat de la Société immobilière du Canada Limited

CLC is the core real estate subsidiary of Canada Lands Company Limited. CLC has the same principal goal in its policy mandate as its parent company, to ensure the commercially oriented. orderly disposition of selected surplus federal real properties with optimal value to the Canadian taxpayer and the holding and managing of certain properties. This was laid out by the government in 1995 and then reconfirmed in 2001. The realization of optimal value recognizes financial value, economic

Introduction

La Loi sur la protection des renseignements personnels est entrée en vigueur en 1983. Elle garantit aux citoyens canadiens et aux personnes présentes au Canada l'accès à l'information à leur sujet qui est détenue par le gouvernement fédéral. La Loi les protège également de la divulgation non autorisée de ces renseignements personnels. De plus, elle place des contrôles très stricts sur la façon dont le gouvernement peut recueillir, utiliser, entreposer et divulguer des renseignements personnels, et sur la façon dont il peut en disposer.

Conformément aux dispositions de l'article 72, la Société immobilière du Canada CLC limitée (SIC) préparé son rapport annuel l'administration de cette loi et le rapport annuel sera déposé au Parlement.

Au cours de la période de référence, la SIC n'a conclu aucune entente de service.

CLC limitée

La SIC est la principale filiale immobilière de la Société immobilière du Canada limitée. La SIC a le même mandat que la société mère, soit de se charger de l'aliénation de certains biens immobiliers excédentaires de facon ordonnée et à des fins commerciales, afin de procurer la plus grande valeur possible aux contribuables canadiens, ainsi que de détenir et gérer certaines propriétés. Ce mandat, qui lui avait été confié par le gouvernement en 1995, a été confirmé en 2001. La réalisation de la valeur optimale englobe la valeur financière, la stimulation économique et la contribution à la

of life in communities where the Company operates.

stimulation and the strengthening of the quality qualité de la vie dans les collectivités où l'entreprise exerce ses activités.

Activities Regarding the *Privacy Act*

All responsibilities regarding the administration of the Privacy Act rest upon the Corporate Secretary who reports directly to the President and Chief Executive Officer. The latter is the head of the government institution for the purpose of the Act and he delegated all his powers under the Act to the Corporate Secretary. A copy of the delegation order is enclosed at the end of this report.

A law clerk is assisting the Corporate Secretary in managing privacy activities.

Statistical Report

CLC received one (1) request during the reporting period. The request was completed within the reporting period and no records were in existence.

Numbers are on par with previous reporting periods.

For the reporting period, CLC did not receive consultation requests from other Government of Canada institutions and organizations.

Privacy Act Training

No Privacy Act training was undertaken during the reporting period.

Activités relatives à la Loi sur la protection des renseignements personnels

Toutes les responsabilités liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels incombent au Secrétaire général qui relève directement du Président et directeur général de la société. Ce dernier, étant responsable de l'institution fédérale aux fins de la Loi, lui a délégué tous les pouvoirs que confère la Loi. Une copie du décret de délégation de pouvoirs est jointe à ce rapport.

Une parajuriste assiste le Secrétaire général dans la protection des renseignements personnels.

Rapport statistique

La SIC a reçu une (1) demande durant la période de déclaration. La demande a été complétée durant la période de déclaration et aucune documentation n'était existante.

Les chiffres sont équivalents aux périodes précédentes.

Au cours de la période visée par le présent rapport, la SIC n'a pas reçu de demande de consultation provenant d'autres institutions et organisations du gouvernement du Canada.

Des activités d'éducation et de formation en matière de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Aucune activité d'éducation et de formation en matière de la Loi sur la protection des renseignements personnels n'a été entreprise au cours de la période visée.

Institution-specific Privacy Policies

CLC did not develop any new or revised privacy policies or procedures during the reporting period.

Politiques et procédures institutionnelles

La SIC n'a pas élaboré ou révisé de nouvelle politique ou procédure relativement à la protection de la vie privée au cours de la période en question.

Privacy Impact Assessments

CLC conducted no privacy impact assessments during the 2023-2024 period.

Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

La SIC n'a entrepris aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée durant la période visée par ce rapport.

Data Matching and Data Sharing Activities

CLC did not undertake any of these activities during the reporting period.

Activités de couplages et d'échanges de données

La SIC n'a entrepris aucune activité de couplage et d'échange de données durant la période visée par le rapport.

Education and Awareness

No sessions regarding the Act were given during the reporting period.

Éducation et sensibilisation

Aucune session au sujet de la Loi n'a été donnée durant la période visée par le rapport.

Disclosure of Personal Information

During the reporting period, CLC has not disclosed any personal information to third parties in accordance with paragraphs 8(2)(e), (f), (g) and (m) of the Act.

Divulgation de renseignements personnels

Durant la période visée par ce rapport, la SIC n'a divulgué aucun renseignement personnel à de tierces parties en vertu des alinéas 8(2)(e), (f), (g) et (m) de la Loi.

Online Request Service

CLC participates in the Treasury Board Secretariat Online Request Service.

During the reporting period, no privacy requests were received through the online management system.

Service de demande en ligne

La SIC participe au service de demande en ligne du Secrétariat du Conseil du Trésor.

demande n'a été reçue via le système de gestion en ligne.

Au cours de la période de référence, aucune

Complaints and Appeals

No complaints were filed with the Privacy Commissioner and no appeals were filed with the Federal Court during the reporting period.

Plaintes et recours judiciaires

Aucune plainte n'a été déposée auprès du Commissaire à la protection de la vie privée et aucun appel à la Cour fédérale n'a été entamé au cours de la période en question.

Monitoring the Time to Process Requests

CLC did not conduct any monitoring of the time to process privacy requests and requests for the correction of personal information during the reporting period.

Material Privacy Breaches

No material privacy breach occurred during the reporting period.

Disclosures made pursuant to Paragraph 8(2)(m) of the *Privacy Act*

No disclosures were made under paragraph 8(2)(m) of the *Privacy Act* during the reporting period.

Suivi du Temps Requis pour Traiter les Demandes

Aucun suivi du temps requis pour traiter les demandes d'accès à des renseignements personnels et des demandes de correction de renseignements personnels n'a été effectué au cours de la période d'établissement de rapports.

Cas d'Atteinte Substantielle

Aucun cas d'atteinte substantielle à la vie privée n'a eu lieu au cours de la période en question.

Divulgations faites en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements* personnels

Aucune divulgation n'a été effectuée en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la Loi sur la protection des renseignements personnels au cours de la période en question.

Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels

The President and Chief Executive Officer of En vertu de l'article 95(1) de la Loi sur l'accès à to Section 95(1) of the Access to Information Act sur la out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis the position, to exercise the powers and functions of the President and Chief Executive Officer as the head of Canada Lands Company CLC Limited, under the provisions of the Access to Information Act and Privacy Act and related regulations set out in the schedule. This designation replaces all previous delegation orders.

Canada Lands Company CLC Limited, pursuant l'information et en vertu de l'article 73 de la Loi protection des renseignements and Section 73 of the Privacy Act, hereby personnels, le président-directeur général de la designates the person holding the position set Société immobilière du Canada CLC limitée désigne par les présentes le titulaire du poste mentionné à l'annexe ci-après, ou la personne occupant à titre intérimaire ledit poste, afin d'exercer les pouvoirs et fonctions du présidentdirecteur général à titre de chef de la Société immobilière du Canada CLC limitée en vertu des articles de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels et les règlements connexes énoncés à l'annexe. Cette désignation remplace tout décret de délégation antérieur.

Position/Poste

Access to Information Act and Regulations / Loi sur l'accès a l'information et Règlement

Privacy Act and Regulations / Loi sur la protection des renseignements personnels et Règlement

Corporate Secretary/ Secrétaire général

Full authority / Autorité absolue

Full authority / Autorité absolue

Dated, in the City of Toronto this 12th day of April 2023

Daté, à la ville de Toronto en ce 12e jour d'avril 2023

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to Section 95(1) of the Access to Information Act Canada Lands Company CLC Limited

Section	Description	Corporate Secretary
4(2.1)	Responsibility of government institutions	X
7(a)	Notice when access requested	X
7(b)	Giving access to record	X
8(1)	Transfer of request to another government institution	X
9	Extension of time limits	X
11(2), (3), (4), (5), (6)	Additional fees	X
12(2)(b)	Language of access	X
12(3)(b)	Access in an alternative format	X
13	Exemption - Information obtained in confidence	X
14	Exemption - Federal-provincial affairs	X
15	Exemption - International affairs and defence	X
16	16 Exemption - Law enforcement and investigations	
16.5	16.5 Exemption - Public Servants Disclosure Protection Act	
17	17 Exemption - Safety of individuals	
18	18 Exemption - Economic interests of Canada	
18.1	Exemption - Economic interest of the Canada Post Corporation, Export Development Canada, the Public Sector Pension Investment Board and VIA Rail Canada Inc.	X
19	Exemption - Personal information	X
20	Exemption - Third-party information	X
21	Exemption - Operations of Government	X
22	Exemption - Testing procedures, tests and audits	X
22.1	Exemption - Audit working papers and draft audit reports	X
23	Exemption - Solicitor-client privilege	X
24	Exemption - Statutory prohibitions	X
25	Severability	X
26	Exception - Information to be published	X
27(1), (4)	Third-party notification	X

Section	Description	Corporate Secretary
28(1)(b), (2), (4)	Third-party notification	X
29(1)	Where the Information Commissioner recommends disclosure	X
33	Advising Information Commissioner of third-party involvement	X
35(2)(b)	Right to make representations	X
37(4)	Access to be given to complainant	X
43(1)	Notice to third party (application to Federal Court for review)	X
44(2)	Notice to applicant (application to Federal Court by third party)	X
52(2)(b), (3)	Special rules for hearings	X
71(1)	Facilities for inspection of manuals	X
72	Annual report to Parliament	X
Access to Information	n Regulations	X
6(1)	Transfer of Request	X
7 (2)	Search and preparation fees	X
7 (3)	Production and programming fees	X
8	Providing access to records	X
8.1	Limitations in respect of format	X

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to Section 73 the *Privacy Act* Canada Lands Company CLC Limited

Section	Description	Corporate Secretary
8(2)(j)	Disclosure for research purposes	Х
8(2)(m)	Disclosure in the public interest or in the interest of the individual	X
8(4)	Copies of requests under 8(2)(e) to be retained	Х
8(5)	Notice of disclosure under 8(2)(m)	X
9(1)	Record of disclosures to be retained	X
9(4)	Consistent uses	X
10	Personal information to be included in personal information banks	X
14	Notice where access requested	X
15	Extension of time limits	X
17(2)(b)	Language of access	X
17(3)(b)	Access to personal information in alternative format	X
18(2)	Exemption (exempt bank) - Disclosure may be refused	X
19(1)	Exemption - Personal information obtained in confidence	X
19(2)	Exemption - Where authorized to disclose	X
20	Exemption - Federal-provincial affairs	X
21	Exemption - International affairs and defence	X
22	Exemption - Law enforcement and investigation	X
22.3	Exemption – Public Servants Disclosure Protection Act	X
23	Exemption - Security clearances	X
24	Exemption - Individuals sentenced for an offence	X
25	Exemption - Safety of individuals	X
26	Exemption - Information about another individual	X
27	Exemption - Solicitor-client privilege	X
28	Exemption - Medical record	X
31	Notice of intention to investigate	X
33(2)	Right to make representation	X

Section	Description	Corporate Secretary
35(1)	Findings and recommendations of Privacy Commissioner (complaints)	Х
35(4)	Access to be given	X
36(3)	Report of findings and recommendations (exempt banks)	X
37(3)	Report of findings and recommendations (compliance review)	Χ
51(2)(b)	Special rules for hearings	X
51(3)	Ex parte representations	X
72(1)	Report to Parliament	Х
Privacy Regulations	S	Х
9	Reasonable facilities and time provided to examine personal information	X
11(2)	Notification that correction to personal information has been made	X
11(4)	Notification that correction to personal information has been refused	X
13(1)	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a qualified medical practitioner or psychologist for an opinion on whether to release information to the requestor	
14	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a requestor in the presence of a qualified medical practitioner or psychologist	Х

Délégation de pouvoirs, de devoirs et fonctions en vertu de l'article 95(1) de la Loi sur l'accès à l'information Société immobilière du Canada CLC limitée

Article	Description	Secrétaire général
4(2.1)	Responsable de l'institution fédérale	X
7a)	Notification	Х
7b)	Communication du document	X
8(1)	Transmission de la demande à une autre institution fédérale	Х
9	Prorogation du délai	Х
1(2), (3), (4), (5), (6)	Droits supplémentaires	Х
12(2)b)	Version de la communication	Х
12(3)b)	Communication sur support de substitution	Х
13	Exception – Renseignements obtenus à titre confidentiel	Х
14	Exception – Affaires fédéro-provinciales	Х
15	Exception – Affaires internationales et défense	Х
16	16 Exception – Enquêtes	
16.5 Exception – Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles		Х
17	Exception – Sécurité des individus	Х
18	18 Exception – Intérêts économiques du Canada	
18.1 Exception – Intérêts économiques de la Société canadienne des postes, d'Exportation et développement Canada, de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et de VIA Rail Canada Inc.		Х
19	Exception – Renseignements personnels	X
20	Exception – Renseignements de tiers	Х
21 Exception – Activités du gouvernement		X
22	22 Exception – Examens et vérifications	
22.1 Exception – Documents de travail se rapportant à la vérification et rapports préliminaires d'une vérification		Х
23	Exception – Secret professionnel de l'avocat	
24	24 Exception – Interdictions fondées sur d'autres lois	
25	Prélèvements	Χ
26	Exception – Publication de communications	X
27(1), (4)	Avis aux tiers	X

Article	Description	Secrétaire général	
28(1)b), (2), (4)	Avis aux tiers	X	
29(1)	Lorsque le Commissaire à l'information recommande la communication	X	
33	Informer le Commissaire à l'information de l'implication d'un tiers	X	
35(2)b)	Droit de présenter des observations	X	
37(4)	Communication accordée au plaignant	Х	
43(1)	Avis aux tiers (exercice devant la Cour fédérale d'un recours en révision)	X	
44(2)	Avis à la personne qui a exercé le recours (exercice devant la Cour fédérale d'un recours par un tiers)	Х	
52(2)b), (3)	Règles spéciales	Х	
71(1)	Installations pour l'inspection des manuels	Х	
72	Rapport annuel au Parlement	X	
èglement sur l'accè	s à l'information	X	
6(1)			
7 (2)	Frais de recherche et de préparation	Х	
7 (3)	7 (3) Frais de production et de programmation		
8	8 Accès aux documents		
8.1	Restrictions applicables au support	X	

Délégation de pouvoirs, de devoirs et fonctions en vertu de l'article 73 de la Loi sur la protection des renseignements personnels Société immobilière du Canada CLC limitée

Article	Description	Secrétaire général
8(2)j)	Communication pour des travaux de recherche	X
8(2)m)	Communication pour des raisons d'intérêt public ou de l'intérêt de l'individu	Х
8(4)	Conservation des copies des demandes faites en vertu de l'al. 8(2)e)	X
8(5)	Avis de communication dans le cas de l'al. 8(2)m)	X
9(1)	Conservation des relevés	X
9(4)	Usages compatibles	X
10	Renseignements personnels versés dans les fichiers de renseignements personnels	Х
14	Notification	X
15	Prorogation du délai	X
17(2)b)	Version de la communication	X
17(3)b)	Accès aux renseignements personnels sur support de substitution	X
18(2)	Exception (fichiers inconsultables) – La communication peut être refusée	X
19(1)	Exception – Renseignements personnels obtenus à titre confidentiel	X
19(2)	Exception – Cas où la divulgation est autorisée	X
20	Exception – Affaires fédéro-provinciales	X
21	Exception – Affaires internationales et défense	X
22	Exception – Enquêtes	Х
22.3	Exception – Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	Х
23	Exception – Enquêtes de sécurité	X
24	Exception – Individus condamnés pour une infraction	X
25	Exception – Sécurité des individus	Х
26	Exception – Renseignements concernant un autre individu	Х
27	Exception – Secret professionnel de l'avocat	Х
28	Exception – Dossiers médicaux	Х
31	Avis d'enquête	Х
33(2)	Droit de présenter des observations	X

Article	Description	Secrétaire général
35(1)	Conclusions et recommandations du Commissaire à la protection de la vie privée (plaintes)	Х
35(4)	Communication accordée	Х
36(3)	Rapport de conclusions et recommandations (fichiers inconsultables)	X
37(3)	Rapport de conclusions et de recommandations (contrôle d'application)	X
51(2)b)	Règles spéciales	X
51(3)	Présentation d'arguments en l'absence d'une partie	X
72(1)	Rapport au Parlement	X
Règlement sur la pro	otection des renseignements personnels	X
9	Installations et délais raisonnables prévus pour consulter des renseignements personnels	Х
11(2)	Avis de corrections apportées aux renseignements personnels	X
11(4)	Avis de refus de la demande correction des renseignements personnels	X
13(1)	La communication de renseignements personnels concernant l'état physique ou mental peut être faite à un médecin ou à un psychologue en situation légale d'exercice, afin que celui-ci puisse donner son avis quant à la communication de ces renseignements au demandeur	Х
14	La communication de renseignements personnels concernant l'état physique ou mental peut être faite à un demandeur en la présence d'un médecin ou d'un psychologue en situation légale d'exercice	Х



Statistical Report on the *Privacy Act*

Name of institution:	Canada Lands Company CLC Limited	
----------------------	----------------------------------	--

Reporting period: 2023-04-01 to 2024-03-31

Section 1: Requests Under the *Privacy Act*

1.1 Number of requests received

		Number of Requests
Received during reporting period		1
Outstanding from previous reporting periods		0
Outstanding from previous reporting period	0	
Outstanding from more than one reporting period		
Total		1
Closed during reporting period		1
Carried over to next reporting period		0
Carried over within legislated timeline	0	
Carried over beyond legislated timeline	0	

1.2 Channels of requests

Source	Number of Requests
Online	0
E-mail	1
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	1

Section 2: Informal requests

2.1 Number of informal requests

		Number of Requests
Received during reporting period		0
Outstanding from previous reporting periods		0
Outstanding from previous reporting period	0	
Outstanding from more than one reporting period		
Total		0
Closed during reporting period		0
Carried over to next reporting period		0

2.2 Channels of informal requests

Source	Number of Requests
Online	0
E-mail	0
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	0

2.3 Completion time of informal requests

	Completion Time						
0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	Total
0	0	0	0	0	0	0	0

2.4 Pages released informally

Less Th	Less Than 100 100-500		501-1	501-1000		1001-5000		an 5000	
Pages R	eleased	Pages Released		Pages Released		Pages Released		Pages R	eleased
Number of	Pages	Number of	Pages	Number of	Pages	Number of	Pages	Number of	Pages
Requests	Released	Requests	Released	Requests	Released	Requests	Released	Requests	Released
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 3: Requests Closed During the Reporting Period

3.1 Disposition and completion time

				Completion	on Time			
Disposition of Requests	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	Total
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	1	0	0	0	0	0	1
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	1	0	0	0	0	0	1

3.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
	•	22.4	0		•

3.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

3.4 Format of information released

Paper	E-record	Data set	Video	Audio	Other
0	0	0	0	0	0

3.5 Complexity

3.5.1 Relevant pages processed and disclosed for paper, e-record and dataset formats

Number of	Pages	Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
	0		0	0

3.5.2 Relevant pages processed per request disposition for paper, e-record and dataset formats by size of requests

	Less Th Pages Pr		100- Pages Pr		501-1 Pages Pro		1001- Pages Pr			nan 5000 rocessed
Disposition	Number of Requests	Pages Processed								
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Relevant minutes processed and disclosed for <u>audio</u> formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.4 Relevant minutes processed per request disposition for audio formats by size of requests

	Less than 60 Minutes processed			rocessed	More than 120 Minutes p	rocessed
Disposition	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Relevant minutes processed and disclosed for video formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.6 Relevant minutes processed per request disposition for video formats by size of requests

	Less than 60 Minute	s processed	60-120 Minutes processed		More than 120 Minutes p	rocessed
Disposition	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0

Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Closed requests

3.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

Number of requests closed within legislated timelines	1
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	100

3.7 Deemed refusals

3.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

	Principal Reason				
Number of requests closed past the legislated timelines	Interference with operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other	
0	0	0	0	0	

Total
0
0
0
0
0
0
<u> </u>
Other
0

3.7.2 Request closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of days past legislated timelines	Number of requests past legislated timeline where no extension was taken	Number of requests past legislated timeline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

3.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Disclosures Under Subsections 8(2) and 8(5)

Paragraph 8(2)(e)	Paragraph 8(2)(m)	Subsection 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 5: Requests for Correction of Personal Information and Notations

Disposition for Correction Requests Received	Number
Notations attached	0
Requests for correction accepted	0
Total	0

Section 6: Extensions

6.1 Reasons for extensions

	15(a)(i) Interference with operations				15 (a)(ii) Consultation			
	Further review							15(b)
	required to				Cabinet			Translation
	determine	Large volume of	Large volume of	Documents are	ConfidenceSection			purposes or
Number of extensions taken	exemptions	pages	requests	difficult to obtain	(Section 70)	External	Internal	conversion
0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Length of extensions

	15(a)(i) Interference with operations				15 (a)(i			
Length of Extensions	Further review required to determine exemptions	Large volume of pages	Large volume of requests	Documents are difficult to obtain	Cabinet ConfidenceSection (Section 70)	External	Internal	15(b) Translation purposes or conversion
1 to 15 days	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0	0	0	0	0	0
31 days or greater								0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 7: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

7.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and other organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during the reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Carried over within negotiated timelines	0	0	0	0
Carried over beyond negotiated timelines	0	0	0	0

7.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

	N	Number of Days Required to Complete Consultation Requests					ts	
				64.45			More	
	0 to 15	16 to 30	31 to 60	61 to 120	121 to	181 to	Than 365	
Recommendation	Days	Days	Days	Days	180 Days	365 Days	Days	Total
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

7.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations outside the Government of Canada

		Number of	days requ	ired to co	mplete coi	nsultation	requests	<u> </u>
Recommendation	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	Total
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

8.1 Requests with Legal Services

	Fewer TI Pages Pr			100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More than 5000 Pages Processed	
Number of Days	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

8.2 Requests with Privy Council Office

	Fewer Ti Pages Pr		100–500 Proce	U	501-1 Pages Pro		1001- Pages Pr			nan 5000 Processed
Number of Days	Requests	Disclosed	Requests	Disclosed	Requests	Disclosed	Requests	Disclosed	Requests	Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9: Complaints and Investigations Notices Received

Section 31	Section 33	Section 35	Court action	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Privacy Impact Assessments (PIAs) and Personal Information Banks (PIBs)

10.1 Privacy Impact Assessments

Number of PIAs completed	0
Number of PIAs modified	0

10.2 Institution-specific and Central Personal Information Banks

Personal Information Banks	Active	Created	Terminated	Modified
Institution-specific	0	0	0	0
Central	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 11: Privacy Breaches

11.1 Material Privacy Breaches reported

Number of material privacy breaches reported to TBS	0
Number of material privacy breaches reported to OPC	0

11.2 Non-Material Privacy Breaches

•	
Number of non-material privacy breaches	0

Section 12: Resources Related to the Privacy Act

12.1 Allocated Costs

Expenditures	Amount			
Salaries	Salaries			
Overtime	Overtime			
Goods and Services	Goods and Services			
Professional services contracts	\$0			
• Other	\$0			
Total		\$1,000		

12.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Privacy Activities
Full-time employees	0.010
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	0.010

Note: Enter values to three decimal places.

Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution:	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE				
Période d'établissement de		au			
rapport:	2023-04-01	au	2024-03-31		

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

1.1 Nombre de demandes reçues

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		1
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport		
Total	1	
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		1
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0
 Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la Loi 	0	
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	0	

1.2 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	1
Poste	0

En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	1

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport		
Total	0	
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0

2.2 Mode des demandes informelles

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	0

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

Délai de traitement								
1 à 15 jours 16 à 30 jours 31 à 60 jours jours jours jours jours jours								
0	0	0	0	0	0	0	0	

2.4 Pages communiquées informellement

		100 pages iniquées	De 100 à 5 commur	. •		000 pages niquées	De 1 001 à 5 000 pages communiquées		Plus de 5 000 pages communiquées	
	Nombre de demandes	Pages communiquée s	Nombre de demandes	Pages communiqu ées	Nombre de demandes	Pages communiqué es	Nombre de demandes	Pages communiqu ées	Nombre de demandes	Pages communiqu ées
ĺ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

3.1 Disposition et délai de traitement

	Délai de traitement							
Disposition des demandes	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	1	0	0	0	0	0	1
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	1	0	0	0	0	0	1

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1)a)(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a)(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a)(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
	•	22.4	0		

3.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)a)	0	70(1)e)	0
69.1	0	70(1)b)	0	70(1)f)	0
		70(1)c)	0	70.1	0

3.4 Format des documents communiqués

Papier	Document Ensemble de données Vidéo		Audio	Autres	
0	0	0	0	0	0

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier, document électronique et ensemble de données

	Nombre de pages	
Nombre de pages traitées	communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats <u>papier</u>, <u>document électronique</u> et <u>ensemble de données</u> par disposition des demandes

	Moins de 1 traité		100 à 500 pa	100 à 500 pages traitées 501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées		
Disposition	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	0	Pages traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

	Nombre de minutes	
Nombre de minutes traitées	communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format <u>audio</u> par dispositions des demandes

	Moins de 60 minute	es traitées	60-120 minutes trai	60-120 minutes traitées Plus de 120 minutes traitées		traitées
Disposition	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par dispositions des demandes

	Moins de 60 minute	s traitées	60-120 minutes tra	tées	Plus de 120 minutes	traitées
Disposition	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	1
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> (%)	100

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

			Motif principal				
	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	Entrave au fonctionnement					
		/Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres		
Ī	0	0	0	0	0		

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 5 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

Section 6 – Prorogations

6.1 Motifs des prorogations

	15a)	(i) Entrave au fonction	nement de l'instituti	15a)(
	Examen approfondi						15b) Trad	
	nécessaire pour			Les documents	Document			cas de tra
Nombre de prorogations prises	déterminer les	Grand nombre de	Grand volume de	sont difficiles à	confidentiels du			suppo
	exceptions	pages	demandes	obtenir	Cabinet (article 70)	Externe	Interne	substi
0	0	0	0	0	0	0	0	

6.2 Durée des prorogations

	15a) ₁	(i) Entrave au fonction	nement de l'institution	15a)(
Durée des prorogations	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	nécessaire pour déterminer les Grand nombre de Grand volume de sont difficiles à				Externe	Interne	15b) Trad cas de tra suppo substi
1 à 15 jours	0	0	0	0	0	0	0	(
16 à 30 jours	0	0	0	0	0	0	0	(
Plus de 31 jours								(
Total	0	0	0	0	0	0	0	(

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

7.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

		Nombre de	jours requis	pour traiter	les demand	les de cons	sultation	
Recommandation	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

7.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

		Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							
Recommandation	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0	
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0	
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0	
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0	
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	

Section 8 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

8.1 Demandes auprès des services juridiques

	Moins de 1 trait		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
Nombre de jours	Nombre de demandes	Pages communiqu ées	Nombre de demandes	Pages communiqué es	Nombre de demandes	Pages communiqu ées	Nombre de demandes	Pages communiqu ées	Nombre de demandes	Pages communi quées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

		Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		00 pages es
Nombre de jours	Nombre de demandes	Pages communiqu ées	Nombre de demandes	Pages communiqué es	Nombre de demandes	Pages communiqu ées	Nombre de demandes	Pages communiqu ées	Nombre de demandes	Pages communi quées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9 – Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

Section 10 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Nombre d'ÉFVP terminées	0
Nombre d'ÉFVP modifiées	0

10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Créés	Supprimés	Modifiés
Spécifiques à l'institution	0	0	0	0
Centraux	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 11 – Atteintes à la vie privée

11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalée

	Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	0
Γ	Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	0

11.2 Atteintes à la vie privée signalée non-substantielles

Nombre d'atteintes à la vie privée non-substantielles	0

Section 12 – Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels

12.1 Coûts répartis

Dépenses	Montant	
Salaires		\$1,000
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
Contrats de services professionnels	\$0	
Autres	\$0	
Total		\$1,000

12.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.010
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.010

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.